



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Juillet / Août 2014

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« EMERGENCE ?! »

A RETENIR

BAROMETRE CIAN

L'enquête permettant d'élaborer le Baromètre CIAN* sur l'environnement des affaires en Afrique, publié dans le Rapport annuel du CIAN, a été lancée. Toutes les entreprises européennes investies en Afrique sont invitées à y **participer en répondant au questionnaire** : docs.google.com/spreadsheets/viewform?usp=drive_web&formkey=dGJWcDZHY3dvY2xkZGJOSGx4SGVZdXc6MA#gid



* Les pays où le nombre de réponses est insuffisant ne pourront pas faire l'objet d'un baromètre.

Contact :

barometre@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

Un mot revient souvent dans les conversations à propos du continent africain : l'émergence !

Pour certains, c'est presque une injure puisque ne peuvent émerger que ceux qui ont la tête sous l'eau. Pour d'autres, c'est une croissance qui amène à une convergence vers les économies développées, se traduisant normalement par un niveau de vie ainsi que des structures économiques qui se rapprochent de celles des pays du Nord. Et pour d'autres encore, c'est la comparaison avec les dragons asiatiques d'il y a vingt ans, qui prônaient sous la houlette du Premier Ministre de Singapour de l'époque « la dictature économique », ces dragons étant aujourd'hui totalement alignés sur les économies développées.

La question qui demeure pour nous aujourd'hui est : qu'est-ce qui émerge réellement sous nos yeux, ou plutôt, puisque le monde économique se passionne pour le continent, qu'est-ce que nous voyons sous une lumière crue ?

Un continent à plusieurs vitesses : économique, démographique, démocratique, monétaire, et à l'intérieur des pays eux-mêmes, une vraie différence entre les villes et les campagnes où, là aussi, deux modes de vie émergent. Un continent balaféré d'une grande zone d'incertitude et d'insécurité, d'opposition religieuse mais peut-être aussi, d'opposition à cette convergence.



Mais c'est aussi, un continent avec un dividende démographique similaire à celui de l'Asie des années 70-80, des croissances incroyables sur certains marchés, des réserves foncières et des sous-sols non explorés pour le siècle qui vient et surtout, une

jeunesse pleine d'espoir et qui a envie de réussir. Les équipes de football africaines de ce Mondial du Brésil nous montrent cette jeunesse et cette envie.

Alors, nous savons tous que la ligne droite est assez rare dans la vie, l'essentiel étant la direction. Nous sommes convaincus que le continent trouvera la sienne.

Alexandre Vilgrain, Président

ACTIVITES DU CIAN

**ETI et Pays émergents – Ernst & Young
Paris, 20 mai**

Ernst & Young a reçu 70 participants pour aborder le thème « ETI : faut-il encore investir dans les pays émergents ? ».

La croissance des pays émergents devrait se poursuivre durablement dans les prochaines décennies: en 2050, les deux tiers du PIB des 30 premières économies mondiales proviendront des pays actuellement émergents. Pour les investisseurs, y compris les ETI, c'est donc une nécessité de s'intéresser à ces pays, relais de croissance à l'essoufflement des économies développées. Certains témoignages et conseils d'implantation ont été présentés, dont ceux des entreprises Sonepar et Vicat qui ont opté avec succès pour une stratégie de déploiement international dans les pays émergents. Le CIAN a exposé les spécificités des marchés africains, aussi bien sur leur énorme potentiel que sur la manière de procéder pour investir ou s'implanter.

**Aide et développement – AFD
Paris, 21 mai**

Organisée à l'AFD par **Armand Rioust de Largentaye**, la réunion était consacrée à la Conférence de Mexico sur le développement, qui s'est tenue les 15 et 16 avril 2014 après celle de Busan en Corée deux ans plus tôt. Rappelons que cette dernière avait réuni 3000 personnes dont de nombreuses personnalités : **Ban Ki-Moon, Hillary Clinton**, ... la France avait été représentée par le Ministre **Henri de Raincourt** qui avait invité le CIAN à faire partie de la délégation française, fait marquant puisque le thème était le rôle du secteur privé dans le développement.

Mexico aurait été décevant tant en nombre qu'en qualité de participants, avec l'absence remarquée de la Chine, l'Inde et le Brésil. L'aide proprement dite a été éclipsée par le développement et on ne se concentre plus sur l'efficacité de l'aide. Cette évolution conceptuelle reflète les changements du monde. D'une aide conçue en pleine guerre froide, cultivant une pseudo culpabilité des pays riches et fixée à hauteur du folklorique 0.7% du PIB, on passe au rôle fondamental des entreprises créateurs des richesses. Et puis, le temps n'est plus aux « bonnes œuvres » des pays du Nord, dans de nombreux pays désormais, la coopération Sud-Sud supplante celle Nord-Sud.

**Secteur privé et développement – ECDPM
Bruxelles, 23 juin**

Une réunion de travail privée entre l'UE, les bailleurs de fonds et le secteur privé était organisée par l'ECDPM, think-tank d'origine néerlandaise soutenu par plusieurs pays membres dont la mission est de réfléchir aux politiques de développement et particulièrement à leur mise en œuvre opérationnelle.

A l'occasion de la Communication de la Commission européenne au Conseil des ministres et au Parlement sur le rôle du secteur privé dans le développement en mai dernier, la réunion avait pour but de recueillir et de présenter aux bailleurs les réactions et les positions du secteur privé sur ce document et sur sa collaboration avec les bailleurs.

Une vingtaine de participants représentait la quasi-totalité des bailleurs européens, alors que le CIAN, du fait de sa représentativité et du poids économique français en Afrique, représentait le secteur privé. Les échanges ont porté sur l'importance de la concertation préalable au choix des projets à promouvoir ou à financer, sur les modes de collaboration avec les

bailleurs, sur la RSE et sur le climat des affaires, entre autres. Ce genre de réunion traduit la prise en considération grandissante du secteur privé par les institutionnels.

**Entreprises et Ville durable – AFD/Medef
Paris, 29 avril**

L'AFD a organisé une rencontre avec les entreprises françaises sur « La Ville durable ».

Avec la collaboration du Medef, cette réunion était une des premières du genre et manifestait le rôle qu'entend jouer l'Agence dans la diplomatie économique par un partenariat efficace avec le secteur privé. Cet état d'esprit a été renforcé par la présence de la Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, **Fleur Pellerin**, qui a prononcé le discours d'ouverture, en présence d'**Anne Paugam**, Directrice générale de l'AFD. Tout en rappelant sa mission traditionnelle dans le développement solidaire et durable et la lutte contre la pauvreté des pays du Sud, les orateurs ont beaucoup insisté sur le soutien que l'AFD doit apporter à l'exportation française, démarche d'intelligence économique assez novatrice.

Plusieurs ateliers thématiques ont eu lieu, composés de grandes entreprises françaises spécialisées dans les différents secteurs : éco-quartiers, ville intelligente, gestion et valorisation des déchets, eau et assainissement, transports urbains collectifs. Quand on sait les besoins gigantesques de l'Afrique et l'expertise reconnue des entreprises françaises dans ces domaines, les thèmes de discussion n'ont pas manqué.

**Développement durable – Ateliers de la Terre
Fontevraud, 4 et 5 juin**

Le CIAN a été invité par les Ateliers de la Terre à participer à sa Global Conference 2014 sur le thème « Le temps des choix » dans le magnifique cadre de l'Abbaye de Fontevraud.

Rendez-vous incontournable, la Global Conference a rassemblé cette année près de 500 personnalités de plusieurs dizaines de pays, de secteurs et de milieux les plus divers, toutes impliquées dans le changement pour une société durable et réunies pour réfléchir à un modèle de développement plus responsable et plus respectueux de l'homme et de l'environnement.

Etienne Giros, Président délégué du CIAN, en introduisant le film *Le mur du son*, qui relate l'émouvante aventure de deux jeunes Africains remportant le Prix de l'entrepreneuriat à Berkeley, a insisté sur le rôle du secteur privé et des entreprises dans la création de richesses en Afrique, ainsi que sur celui de l'éducation et de la réussite de la jeunesse africaine. **Paul Ginies**, Coordinateur de la Commission Education/Formation, a animé un débat sur l'économie numérique. Enfin, **Laurence Tovi**, Présidente de la Commission RSE, est intervenue sur les questions de RSE et de responsabilité des entreprises envers leurs filiales et sous-traitants.

Piraterie maritime – IHEDN**Paris, 18 au 19 juin**

La 15^e session du Forum de l'IHEDN sur l'Afrique (FICA) a réuni à l'Ecole Militaire une soixantaine d'auditeurs venus de tout le continent sur les questions de sécurité maritime.

Alain Flandrois, Président de la Commission Sécurité du CIAN et Directeur des études de Di2S, est intervenu sur une table-ronde consacrée à l'impact économique de la piraterie maritime et côtière. Si les côtes somaliennes connaissent une nette amélioration de la situation, il n'en est pas de même pour le Golfe

En savoir plus**ERNST & YOUNG :**

www.ey.com

AFD :

www.afd.fr

ECDPM :

<http://ecdpm.org>

• Retrouvez l'intervention d'Etienne Giros sur <http://t.co/fkUWYdj9Nn>

• Consultez la Communication de la Commission Européenne « A Stronger Role of the Private Sector in Achieving Inclusive and Sustainable Growth in Developing Countries » sur http://ec.europa.eu/europeaid/what/economic-support/private-sector/documents/psd-communication-2014_en.pdf

MEDEF International :

www.medefinternational.fr

Ateliers de la Terre :

www.planetworkshops.org

Retrouvez les interviews des représentants CIAN sur <https://www.cian-afrique.org/publications/le-cian-dans-la-presse/>

IHEDN :

www.ihedn.fr

Commission Sécurité :

Alain Flandrois

Président

a.flandrois@di2s.fr

de Guinée qui voit le nombre des actes de piraterie d'origine principalement nigériane, s'accroître (31 attaques en 2013). Le Bureau Maritime International estime le coût des marchandises volées en 2012 dans le golfe de Guinée dans une fourchette de 34 à 101 millions \$. Les pays les plus concernés sont notamment le Nigeria, le Bénin, la RCI, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Togo.

Les conséquences sont nombreuses pour les entreprises avec un impact direct sur les assurances, les salaires, les dispositifs de protection des navires, des ports et des installations off-shore, le choix de nouvelles routes maritimes ou encore la surconsommation imposée par la navigation à haute vitesse.

Pour témoigner sont intervenues le pétrolier Total dont le Directeur de la sûreté **Thierry Bourgeois** a partagé son expérience au Nigéria et détaillé les conséquences et le coût de la prévention de la piraterie dans le Golfe de Guinée, et l'affréteur maritime CMA CGM dont le Directeur général Afrique **Mathieu Friedberg** a commenté les mesures prises pour réduire l'exposition aux risques de ses navires (1 porte-conteneur sur 4 accoste au Nigéria), tout en insistant que le groupe ne répercutait pas ses surcoûts sur ses clients.

Pour les entreprises, ce fléau rend les opérations un peu plus compliquées mais les grands perdants restent les Etats en raison du manque à gagner. La piraterie n'est pas une fatalité et l'amélioration viendra d'une plus grande mobilisation internationale et d'une meilleure coordination entre les Etats et les opérateurs économiques.

New York Forum Africa – Richard Attias Libreville, 23 au 25 mai

Pour la troisième fois, Libreville accueillait le New York Forum Africa. Plus de 1000 personnes, de toutes nationalités, ont participé à cet événement remarquablement organisé, qui portait sur les transformations du continent africain nécessaires à son développement et à la création de valeur.

Outre la centaine d'intervenants, participaient aux débats le Président **Ali Bongo**, accompagné d'autres chefs d'Etat africains et de trois anciens présidents sud-américains qui ont apporté le témoignage de leur continent, des ministres dont **Laurent Fabius**, et de nombreux représentants de la société civile qui ont pu débattre des conditions de leurs succès ou de leurs difficultés en Afrique.

Le climat était positif et les discussions donnaient l'image d'une Afrique en marche qui a franchi une étape de son développement et qui est engagée dans une dynamique collective. Il en résultait un sentiment de mouvement et de capacité à agir. Le CIAN, représenté par **Etienne Giros**, a rappelé le rôle de l'entreprise dans le développement et les conditions nécessaires à sa réussite.

Bien sûr, un tel forum n'efface pas les difficultés du continent qui demeurent : gouvernance, sécurité, Etat de droit, éducation et santé, financement, ... Mais il contribue à une prise de conscience et à la constitution d'une communauté de vue.

Forum Afrique/France/Japon – CCIP-IDF Paris, 16 mai

La CCIP et le Comité d'échanges franco-japonais ont organisé ce Forum autour de 220 responsables d'entreprises africains, français et japonais. **Pierre-Antoine Gailly**, Président de la CCI, a appelé à un partenariat tripartite pour qu'entreprises françaises et japonaises mutualisent leurs atouts pour accompagner le développement de l'Afrique, désormais 2^e pôle de croissance mondial après l'Asie.

Pour l'ambassadeur du Japon, **SEM Yoichi Suzuki**, le

modèle japonais de développement comporte des enseignements utiles pour l'Afrique, en particulier le rôle fondamental de la formation professionnelle (le Japon s'est engagé à former 1000 Africains dans ses universités avec des stages en entreprises). Le Japon et la France, dont les actions s'inscrivent dans la durée, ont des champs de coopération très prometteurs dans ce domaine comme dans celui des infrastructures. A aussi été évoqué le succès du partenariat du Japonais Mitsui avec GDF-Suez au Maroc et en Afrique du Sud dans le domaine de l'énergie, permettant ainsi une meilleure maîtrise du risque pour chacun.

Lors des débats, **Lionel Zinsou** a estimé qu'il y a encore un retard en France dans le regard sur le changement en Afrique par rapport aux investisseurs émergents alors que le potentiel de l'Afrique est illimité et la trajectoire du Nigéria montre clairement que l'Afrique n'est plus le continent du "temps long".

Mesurant tout le chemin parcouru dans la perception de l'Afrique par les entreprises, **Louis Schweitzer**, Commissaire général à l'investissement, a relevé qu'un forum d'une telle ampleur n'aurait jamais pu être organisé il y a dix ans.

Partenariat France/Chine – Eximbank-Ubifrance Pékin, 16 au 18 juin

Le CIAN était à nouveau invité pour cette 2^e édition de la mission « Vendre en pays tiers avec des partenaires chinois », organisée tous les deux ans à l'initiative d'Eximbank et Ubifrance.

Sur le thème du partenariat franco-chinois en Afrique, **Anthony Bouthelier** a expliqué combien l'expérience française était précieuse dans des pays où l'Etat de droit pouvait être très aléatoire. Contrairement à l'inclination chinoise due à une culture étatique, les Français savent que l'adhésion des populations prévaut sur des accords gouvernementaux pour un succès durable.

S'appuyant sur le Guide pratique CIAN *La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique*, distribué aux participants, il a montré comment les sociétés françaises gèrent leur relation avec les populations locales en donnant de nombreux exemples concrets de respect de conventions sociales, de gestion d'écoles et d'hôpitaux, de construction et d'entretien d'infrastructures, ... Par ces actions, les entreprises sont porteuses de l'Etat de droit.

Quelques jours plus tôt, au Sénat le 10 juin, le groupe interparlementaire France-Chine a également traité du « Partenariat franco-chinois, cas d'école pour la diplomatie économique ». A plusieurs reprises et notamment par **Jean-Pierre Raffarin**, le continent africain a été cité comme devant être le champ privilégié de la coopération sino-française. Le CIAN a dit combien cette coopération pouvait être positive mais n'a pas caché les carences du côté chinois.

Journée Algérie/France – Sénat Paris, 15 mai

Près de 100 participants ont écouté les présentations et témoignages sur les potentialités économiques de l'Algérie à l'occasion de la Journée Algérie-France, organisée au Sénat avec Ubifrance.

Après l'introduction du Président du Sénat, **Jean-Pierre Bel**, de fervents supporters des échanges franco-algériens se sont exprimés soulignant les opportunités de ce pays qui détient d'importantes réserves financières issues du pétrole et du gaz. **Jean-Pierre Raffarin**, chargé du développement des relations économiques entre la France et l'Algérie, après avoir rappelé que de grands groupes français sont déjà largement implantés, a insisté sur l'approche sectorielle à retenir dans les choix d'investissement, et notamment le secteur de la santé en pleine transfor-

En savoir plus

NYFA 2014 :

www.ny-forum-africa.com



Expert Afrique du Nord :

Sammy Oussedik

soussedik@yahoo.fr

CCIP IDF :

www.cci-paris-idf.fr

Comité d'échanges franco-japonais :

www.cefj.org

UBIFRANCE :

www.ubifrance.fr

EXIMBANK :

english.eximbank.gov.cn/en

En savoir plus**BRED :**www.bred.fr**CNCCEF :**www.cnccef.org**MEDEF International :**www.medefinternational.fr**FOCUS NIGERIA**

- L'Inde est devenue le 1^{er} client de brut nigérian (30%), suivi de la Chine et de la Malaisie. Les Etats-Unis, historiquement 1^{er} client, ne représentent plus que 15% en raison de l'impact du gaz de schiste.

- L'USADF (US African Development Foundation), agence fédérale américaine, a lancé, dans le cadre du programme Power Africa du Président Barack Obama dans 6 pays (Nigéria, Ethiopie, Ghana, Tanzanie, Libéria, Kenya), les premiers projets d'énergie renouvelables hors réseau en partenariat avec GE. Power Africa vise à ajouter 10 000 MW de génération en réseau centraux, en mini réseaux et en sites isolés. 7 milliards \$ ont été promis par le gouvernement américain. Les partenaires financiers, institutions internationales et secteur privé se sont engagés à financer 2 \$ pour 1 \$ de Washington. L'enveloppe globale de Power Africa est donc de 21 milliards \$.

- GE a lancé son programme « garages Nigeria » à Lagos en partenariat avec la Fondation Dangote et des sociétés du secteur énergétique. C'est une formation pratique de techniciens (machines à commande numérique, lasers, machines tournantes) pour faciliter l'employabilité du personnel dans le secteur énergie. Cette démarche, expérimentée aux Etats-Unis, devrait permettre de développer les compétences et l'esprit entrepreneurial.

Expert Afrique anglophone :

Jacques Manlay

jacques.manlay@orange.fr

mation, ainsi que celui de l'industrie agro-alimentaire. La présence des PME/PMI françaises demeure pour le moment trop faible, la marge de progression est donc forte. L'Algérie vit une période de transition marquée par l'émergence d'une nouvelle génération, par un gouvernement qui privilégie le pragmatisme et l'efficacité, et par le désir de sortir de l'emprise pétrolière pour renouer avec l'industrie et donc le développement.

Réunion Djibouti – BRED Paris, 12 juin

A l'initiative de la BRED, cette matinée de présentation des opportunités d'investissement à Djibouti s'est tenue en présence du Ministre de l'Economie djiboutien et des responsables de programmes économiques. En dépit de sa petite taille (900 000 habitants, 23 000 km²), Djibouti offre des opportunités économiques importantes du fait de sa position de porte d'entrée pour l'Ethiopie, et plus largement la Corne de l'Afrique (350 millions d'habitants) qui utilise le port de Djibouti et ses voies de communication pour ses exportations et importations.

Djibouti s'est donc engagé dans un large programme d'investissements dans les infrastructures, préempté par les entreprises chinoises entre autres, les Français étant peu présents malgré leur contingent militaire de 2 000 hommes sur place. Les projets concernés touchent essentiellement : les ports à forte productivité et les zones franches implantées ; le chemin de fer en cours de réhabilitation par les Chinois entre Djibouti et Addis-Abeba pour une ouverture en octobre 2015 ; les télécoms avec huit câbles sous-marins reliant le Moyen-Orient et l'Asie au départ de Djibouti ; l'eau avec la construction d'un aqueduc pour 350 millions \$ et un projet de dessalement de l'eau de mer pour approvisionner l'Ethiopie ; l'électricité dont la production éthiopienne va être multipliée par 10 avec une interconnexion à Djibouti. Au total, 8 milliards \$ sont prévus, dont 80% déjà sécurisés. Enfin, Djibouti pourrait devenir l'atelier textile du monde, les Chinois eux-mêmes commencent à y délocaliser leur production. Autant de raisons de ne pas juger le potentiel de Djibouti à sa taille, mais à l'aune de la sous-région.

Réunion Mauritanie – Medef International Paris, 28 mai

Une délégation mauritanienne conduite par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, **Naha Mint Hamdi Ould Moukness** a été reçue au Medef pour une réunion consacrée aux opportunités qu'offre la nouvelle Zone Franche de Nouadhibou, capitale économique de la Mauritanie.

Avec ses ressources halieutiques et un hinterland minier riche (fer, or), Nouadhibou dispose d'un important potentiel économique et énergétique (solaire et éolien). Les infrastructures existantes ou à développer (portuaires, aéroportuaires...) constituent des opportunités intéressantes de partenariat public-privé. Un nouveau plan urbain a été élaboré pour offrir à la ville la compétitivité requise pour le développement d'activités commerciales, logistiques, industrielles et immobilières.

Le Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, **Mohamed Ould Daf**, a présenté les différents axes du schéma directeur de l'AZFN qui bénéficie d'un programme d'appui de la Banque mondiale de 20 millions \$. Le plan de développement s'appuie sur un régime fiscal et douanier accordant aux investisseurs une exonération totale pour une durée allant de 7 à 20 ans, suivant le type d'agrément. Un portefeuille de quatre projets prioritaires est ouvert aux investisseurs : restructuration du pôle

halieutique, développement d'un pôle hôtelier et touristique, aménagement d'un port en eaux profondes, construction d'aéroports en mesure d'accueillir les aéronefs de dernière génération et les services aéroportuaires. Enfin, rendez-vous a été donné aux investisseurs pour un important Forum de l'investissement à Nouadhibou en octobre 2014.

Filière contreplaqué franco-gabonaise Succès confirmé pour la coalition Commission Afrique des CCEF, le CIAN et le MEDEF

Depuis le 1^{er} janvier 2014, le Gabon est exclu du nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG) de l'Union Européenne. L'UE a en effet décidé que ce pays, étant classé par la Banque Mondiale comme pays à revenus intermédiaires supérieurs depuis plus de 3 ans, n'a plus de raison de bénéficier des préférences tarifaires qu'elle accorde aux pays en développement à l'entrée de leurs produits sur le marché européen.

De ce fait, et en l'absence de signature d'un accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et le Gabon, les droits de douane s'appliquant aux produits importés du Gabon sur le marché européen connaissent une forte augmentation.

Pour les fabricants français de contreplaqué, basés essentiellement en Poitou-Charentes, qui importent des placages okoumé issus des usines de première transformation qu'ils ont installées au Gabon pour être ensuite assemblés en France, l'impact immédiat de cette augmentation des droits de douane est estimé à 3 millions €.

Le choc va être dévastateur pour la plupart de ces ETI familiales qui, déjà fragilisées par une forte concurrence extra européenne, risquent de ne pas s'en relever. Ce sont plus de 1500 emplois qui sont directement et indirectement menacés en France. Au Gabon, ce choc va se traduire par la disparition de plus de 5000 emplois et par un frein brutal à la politique de développement du gouvernement gabonais visant à diversifier son économie en favorisant la transformation locale de sa matière première. En outre, les efforts engagés depuis plusieurs années par les entreprises mais aussi par l'AFD pour faire de la filière contreplaqué Gabon-France-Europe un modèle de développement durable risquent fort d'être ainsi réduits à néant.

Dans ce contexte de crise, une coalition a été mise sur pied en septembre 2013 par la Commission Afrique des CCEF, le CIAN et le MEDEF et dont l'animation a été confiée à **Patrick Sevaistre**, membre du bureau de la Commission Afrique des CCEF et membre du Comité directeur du CIAN.

Le but de cette mobilisation était d'appuyer les efforts de la profession auprès de Bruxelles (DG Trade, DG Développement, DG Taxud...), directement et indirectement via le gouvernement français et aussi le gouvernement gabonais, pour tenter de débloquent la situation et éviter de voir ainsi disparaître cette industrie porteuse de développement dans le Gabon émergent, risquant ainsi d'anéantir ainsi des décennies d'investissements et de partenariat entre le Gabon et les industriels français.

Après plusieurs mois d'efforts, cette mobilisation porte aujourd'hui ses fruits. La Commission Européenne, après avoir refusé une première fois de le faire pour des raisons de délais dépassés, vient d'accorder officiellement une suspension tarifaire des droits de douane sur l'importation d'okoumé à compter du 1^{er} juillet 2014 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.

VIE DES SOCIÉTÉS



A la conquête des archipels

En vue d'une couverture totale du continent africain d'ici 2016, le Groupe AGS renforce sa présence en ouvrant 2 nouvelles agences, à São Tomé et Príncipe et aux Comores. Elles espèrent s'imposer rapidement sur le marché africain, grâce à l'expérience et au savoir-faire du Groupe en déménagement, archivage, relocation et gestion locative (*tenancy management*).

Connue sous le nom de « l'île chocolat » pour ses plantations de cacao, São Tomé demeure tributaire de l'aide internationale, son économie étant dominée par le secteur agricole. Bien que les espoirs suscités par la découverte de gisements pétroliers tardent à se concrétiser, l'île présente de nombreux atouts sur lesquels **Henri Maton** et son équipe vont s'appuyer pour développer les activités du Groupe : un environnement politique stable, une législation accessible et un cadre de vie exceptionnel.

Ancienne colonie française, l'Union des Comores tend à rétablir sa stabilité politique, institutionnelle et économique, principalement basée sur l'exportation de vanille et de girofliers. **Eric Galodé** et son équipe vont tout mettre en œuvre pour promouvoir les activités du Groupe au rang international, notamment auprès des pays arabes et de la Chine avec qui l'Union entretient de bonnes relations.

AIRFRANCE / Offre Congo et Sierra Leone

Au Congo, Air France a dès le mois d'avril renforcé sa desserte de Pointe Noire en ajoutant un 6^{ème} vol par semaine, en Airbus 330-200. A compter du 16 juin et pour la pointe été, Air France ajoute une 7^{ème} fréquence sur Pointe Noire, offrant ainsi un vol quotidien vers la capitale économique du Congo. Elle augmente par ailleurs son offre de sièges vers Brazzaville, la capitale politique, en remplaçant l'Airbus A330 par un Airbus A340 de plus grande capacité. Cette augmentation d'offre porte à 11 vols par semaine la desserte du Congo par Air France pendant la pointe été 2014.

Enfin en Sierra Leone, Air France ajoute une 3^{ème} fréquence hebdomadaire en Airbus A330-200 sur la capitale, Freetown, à compter du 16 juin également.



Nomination à la Direction Maritime et Transport

Sophie Cure a rejoint en mai dernier le Groupe Ascoma, courtier d'assurances international, en qualité de Directrice Branche Maritime et Transport au sein d'Ascoma International. Titulaire d'un Master en Droit des transports et Droit maritime, **Sophie Cure** a exercé au sein de Groupama Transport pendant 12 ans puis a rejoint Helvetia Assurances SA en qualité de Responsable des comptes africains et du développement commercial international. Son expérience et son expertise permettront de développer les activités Maritime et Transport du Groupe.

Le Groupe Ascoma, premier courtier indépendant d'assurances en Afrique subsaharienne, est présent dans 22 pays du continent africain.

astrolab Partenariat exclusif avec Reputation VIP

En 2011, le continent africain comptait 157,68 millions d'internautes et plus de 641 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Cette connectivité accrue crée menaces et opportunités pour les acteurs économiques. Reputation VIP a développé la forteresse

digitale™, une technologie unique que plus de 5000 entreprises utilisent déjà, offrant à ces acteurs la garantie de pouvoir reprendre le contrôle de leur page Google (test gratuit de l'état de la réputation d'une marque, d'une société ou d'un tout simplement d'un nom sur astrolab.reputationvip.com).

Ainsi Astrolab, et en particulier sa filiale marocaine, proposera de manière exclusive la technologie de Reputation VIP et un service complet de protection de l'e-reputation aux entreprises.



Nomination à la DRH et RSE

Alain Luchez, Directeur des RH et de la RSE, membre du Comité exécutif et du Comité de direction générale du groupe CFAO, a quitté ses fonctions le 10 juillet pour prendre sa retraite. Il était entré chez CFAO en 2011 après une longue carrière débutée en 1975 et menée au sein des groupes DuPont de Nemours, Klockner Distribution Industrielle et Kering.

Cécile Desrez, jusqu'alors Directrice des Ressources Humaines adjointe, est nommée pour lui succéder. Elle intègre le Comité exécutif et le Comité de direction générale. **Cécile Desrez** a rejoint CFAO en novembre 2011. Elle avait auparavant occupé les postes de DRH France chez Conforama de 2008 à 2011 et Directrice du développement social du groupe Kering de 2002 à 2008, après plusieurs fonctions RH chez Pinault Bois et Matériaux, Reckitt Benckiser, Cerexagri et à l'Union des industries chimiques d'Ile de France. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit privé complétée d'un DESS de gestion en ressources humaines.

CMS Bureau Francis Lefebvre Equipe Afrique au Colloque COFACE Risque-Pays au Maroc

Le colloque Coface Risque Pays, destiné à dresser annuellement le panorama mondial des risques pays, s'est tenu le 11 juin 2014 à Casablanca avec un focus tout particulier sur le continent africain. Cette manifestation a rassemblé 550 participants.

Lors des ateliers thématiques sur l'UEMOA, la CEMAC et le Maghreb, **Jean-Jacques Lecat**, **Pierre Marly**, **Marc Veuillot** et **Amine Sator** des bureaux de Paris, Casablanca et Alger de l'Equipe Afrique de CMS Bureau Francis Lefebvre ont présenté l'environnement juridique et fiscal des affaires dans ces zones en examinant plus particulièrement les modalités d'investissement et d'exportation à partir du Maroc. **Amadou Kane**, ancien Ministre de l'économie et des Finances du Sénégal et ancien Administrateur du CIAN, était présent parmi les personnalités invitées.



ETHIC INTELLIGENCE

Les entreprises Schneider Electric South Africa et Conlog South Africa ont reçu un certificat en vertu de leur programme de prévention de la corruption.

Ces certificats ont été attribués par le Comité de Certification d'ETHIC Intelligence sur la base des résultats d'un audit réalisé sur place par SGS. Le Cabinet espère que ceci incitera d'autres entreprises en Afrique du Sud à se doter de programmes de conformité anti-corruption adaptés à leurs risques, mises en œuvre correctement et correspondant aux bonnes pratiques internationales.

Sur le long terme, la certification peut contribuer à établir des règles du jeu équitables pour tous et aider à diminuer la corruption dans le pays.

En savoir plus

AGS

São Tomé et Príncipe :

Henri Maton

Directeur d'agence

manager-saotome@agsmovers.com

Mob. : +239 987 3022

AGS Comores :

Eric Galodé

Directeur d'agence

eric.galode@agsmovers.com

Tél. : + 269 11 123456

www.agsfrasers.com

AIR FRANCE :

corporate.airfrance.com

ASCOMA :

Sophie Cure

Directrice branche

maritime et transport

sophie.cure@ascoma.com

Tél. : (+33) 1 47 42 62 05

www.ascoma.com

ASTROLAB :

Tél. +33 (0)1 53 41 41 53

www.astrolab-consulting.com

CFAO :

www.cfaogroup.com

CMS Bureau

Francis Lefebvre :

www.cms-bfl.com/afrique

Présentations du Colloque

Coface disponibles sur

[www.coface.ma/Actualites-](http://www.coface.ma/Actualites-Publications/Colloque-Coface-Risque-Pays-2014)

[Publications/Colloque-](http://www.coface.ma/Actualites-Publications/Colloque-Coface-Risque-Pays-2014)

[Coface-Risque-Pays-2014](http://www.coface.ma/Actualites-Publications/Colloque-Coface-Risque-Pays-2014)

ETHIC Intelligence :

Schneider Electric :

[www.ethic-](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[intelligence.com/news/4824](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[-schneider-electric-south-](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[africa-awarded-certification-](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[program-prevent-](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[corruption/](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[Conlog :](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[www.ethic-](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[intelligence.com/news/4836](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

[-4836/](http://www.ethic-intelligence.com/news/4824)

Juillet / Août 2014

**EVERSHEDS** Implantation en Afrique du Sud

Le cabinet d'avocats Eversheds poursuit son déploiement en Afrique et annonce l'union de ses compétences au cabinet Knight Turner à Durban. Eversheds marque ainsi de son empreinte la ville de Durban en Afrique du Sud, et acquiert une présence dans le KwaZulu-Natal, l'un des principaux noyaux commercial et logistique d'Afrique du Sud. Outre la nouvelle identité de la firme de Durban rebaptisée en Eversheds KZN, ce partenariat témoigne de la forte croissance des activités d'Eversheds en Afrique. Il permet au cabinet né Knight Turner de développer son offre de services juridiques, tout en maintenant son orientation profonde pour le service personnalisé aux clients.

Cette dynamique soutient la stratégie panafricaine d'Eversheds qui réunit 8 bureaux africains pour fournir des services juridiques de classe mondiale. Eversheds compte aussi sur les 32 cabinets membres indépendants de son réseau Eversheds Africa Law Institute, qui partagent les meilleures pratiques et soutiennent les standards les plus élevés de service juridique à travers le continent pour le bénéfice des clients. Le Groupe Afrique d'Eversheds est dirigé par **Boris Martor**.

Programme excellence : Puissances Afrique

L'Afrique est devenue une nouvelle frontière perçue, sinon comme incontournable, comme un relai de croissance possible dans la stratégie des entreprises françaises et européennes. Pour anticiper les futurs contextes africains, HEC lance un nouveau programme excellence : « Puissances Afrique ».

Les objectifs : acquérir une grille de lecture pertinente et opérationnelle sur l'Afrique d'aujourd'hui ; comprendre la complexité et les dynamiques africaines, tant sur les questions liées à l'émergence économique, que sur les interactions entre les cultures ; cerner les facteurs d'évolution, les opportunités et risques pour les entreprises en Afrique à l'horizon des 5 à 10 prochaines années ; prendre en compte les variables lourdes que les entreprises doivent intégrer dans leurs stratégies.

D'une durée de 2 jours, les prochaines sessions sont prévues les 6-7 et 9-10 octobre 2014 et 17-18 et 19-20 novembre 2014.

**Deux nouveaux succès en Afrique**

En mai, le groupe français Necotrans a enregistré deux succès sur le continent africain : il s'est d'abord vu confier l'acconnage et la manutention du port fluvial de Brazzaville (Congo) pour une durée de 15 ans à l'expiration d'une période transitoire de 30 mois. Necotrans s'est engagé à investir 14,6 M € pour la sécurisation du site, la réhabilitation, la modernisation et le développement des équipements du port.

Par ailleurs, le Groupe a été sélectionné pour exploiter un terminal vraquier multi-produits dans le port de Dakar (Sénégal), qui devrait tripler les volumes actuellement traités. Dans les deux cas, l'accent a été mis sur les créations d'emplois, la formation et la protection sociale des employés, ainsi que sur le respect des normes environnementales et sécuritaires les plus strictes.

**Bilan de la campagne 2013/2014**

La campagne cotonnière 2013/2014 tire à sa fin et malgré un contexte difficile (exportations dans des quantités significatives de graines de coton ; importations massives d'huile de

palme en provenance d'Asie du sud-est), Olheol aura produit et vendu plusieurs milliers de tonnes d'huile alimentaire de coton Eclador, de tourteaux de coton et d'aliments pour bétail. La campagne 2014/2015 pourrait être celle de la mise en place de facteurs scientifiques et économiques réalistes permettant l'assainissement de la filière oléagineuse cotonnière.

Dans le cadre de la RSE, la campagne 2013/2014 aura été aussi pour Olheol : l'embauche de 80 jeunes après stage ; une convention médicale avec le CHU de Bouaké ; la création d'une équipe d'infirmiers en 3x8 supervisée par un médecin qui consulte quotidiennement ; un restaurant d'entreprise ; un partenariat d'échanges avec l'Université A. Ouattara ; des aides pour des manifestations locales ; l'organisation de visites de l'usine ; la mise en place d'une mutuelle pour les travailleurs.

Cette campagne aura montré que l'organisation d'Olheol est bien en place pour jouer efficacement son rôle dans la filière oléagineuse cotonnière.

**Nomination en RDC**

Orange annonce la nomination de **Jean-Michel Garrousteigt** comme Directeur Général d'Orange en République Démocratique du Congo, en succession de **Jean-Léon Bonnechère**. Orange RDC sert plus de 2M de clients et est en forte croissance.

**4^e implantation en Afrique de l'Ouest**

Après plusieurs chantiers d'installation de plateformes offshore, construites sur son yard de Bordeaux dans les années 70-90, le Groupe Ponticelli Frères est de retour au Congo.

À 80 km au large de Pointe-Noire, Total E&P Congo exploite, depuis 2008, le pétrole du champ de Moho Bilondo à partir de l'unité de production flottante Alima. Une augmentation de la production a été décidée en 2013. C'est dans le cadre de cette augmentation de production que le Groupe Ponticelli Frères a reçu, début 2014, une commande pour les travaux de modifications de l'unité Alima. Les équipes travailleront pour ce projet en France et au Congo, avec en particulier une très importante campagne de travaux en mer.

Ce contrat donne donc au Groupe Ponticelli Frères l'occasion d'ouvrir une 4^e implantation en Afrique de l'Ouest, après le Nigéria, l'Angola et le Gabon. C'est une nouvelle opportunité pour le Groupe de démontrer sa capacité à réaliser, en premier lieu en sécurité, des projets techniquement complexes au sein d'unités en opération à terre comme en mer.

**Harmonisation et sécurisation des transactions financières dans l'UEMOA**

Sujet d'actualité, Sage a proposé une réflexion sur cette thématique lors d'une table ronde à Paris, qui a réuni des experts comme **Serge Kouamelan**, Directeur exécutif de l'Association des Professionnels Bancaires et Établissements Financiers de Côte d'Ivoire, qui siège au conseil des Associations de Banques de l'UEMOA, **Dominique Chesneau**, Expert en trésorerie et risk management à la DFCG, **Lionel Garnier-Denis**, Trésorier du Groupe Alten ou encore **José Teixeira**, Chef de marché Cash Management Sage, **Fabien Poggi**, Directeur Export Sage et **Norbert Jamet**, Directeur de marché SMB Sage. Pour étayer ses propos, Sage a mené une étude auprès de 200 entreprises clientes et prospects de l'UEMOA. L'un des résultats est que 89% des entreprises de l'UEMOA sont favorables à l'adoption d'une norme internationale sur le modèle européen.

En savoir plus**EVERSHEDS :**www.eversheds.com**HEC :**

Emilie Tremulot

tremulot@hec-crc.fr

Tél. +33 (0)1 39 56 76 83

www.exed.hec.fr/programmes-courts/developpement-strategique/puissances-afrique**NECOTRANS :**www.necotrans.com**OLHEOL :**www.olheol.com**ORANGE :**www.orange.com**PONTICELLI :**www.ponticelli.com**SAGE :**

Carole Basson

Responsable communication

carole.basson@sage.com

Tél. : +33 (0)556 181 744

www.sage.fr**Nouveau site internet**

L'association Entreprises & Santé ouvre son nouveau site Internet le 7 juillet 2014 et invite les entreprises du CIAN à le consulter. Tout nouveau, tout beau donc, et tout en « scroll » pour plus de facilité de navigation, disponible en version française et anglaise, il présente l'essentiel sur les missions de l'association, ses activités, son expertise, les dernières infos « santé »... Bonne visite !

www.entreprisesetsante.org

NOUVEAUX ADHERENTS



SAGE SA est un opérateur de gestion de la mobilité internationale, société de conseil et d'ingénierie salariale internationale basée en Suisse. SAGE SA gère l'ensemble des services liés à la gestion des expatriés : contrats de travail internationaux, rémunération et opérations de la paye, couvertures santé, prévoyance, retraite, assistance rapatriement, gestion des frais médicaux, assure les obligations sociales locales.

SAGE SA réalise des opérations sur mesure, quel que soit le nombre d'expatriés, et peut intervenir : en portage salarial individuel(s), ou en délégation de gestion pour un groupe d'expatriés. Notamment pour l'Afrique, SAGE SA propose la création d'un «hub» ou société de gestion dans un pays approprié. Créée en 1989, plus de 900 expatriés et 80 entreprises ont déjà accordé leur confiance à SAGE SA.

Sa position en Suisse permet la mise en place de méthodes de gestion internationales harmonisées et simplifiées, tout en offrant les meilleures garanties pour l'entreprise, l'expatrié et sa famille.

En savoir plus

SAGE SA :

Christophe Germain
Directeur commercial
christophe.germain@sagesa.com
Tél. +33(0)6 80 48 50 30
www.sagesa.com

PARTENARIAT / SPONSORING



14^{ème} édition du Forum EURAFRIC «Eau et Energie en Afrique» - 25 au 28 novembre au Centre de Congrès de Lyon

L'objectif du Forum est de promouvoir le partenariat entre l'UE et l'Afrique dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des énergies renouvelables, d'améliorer la compétitivité des entreprises africaines et de réduire la pauvreté en Afrique. L'Édition 2014 réunira à Lyon des délégations officielles de plus de 10 pays d'Afrique. Au programme : conférence plénière «Financements internationaux dans le domaine des ENR», tables rondes / ateliers thématiques « Eau-Energie-Energies renouvelables » - rendez-vous B to B qualifiés, réunions projets - espace d'expo-entreprises, visites de sites industriels - programme de renforcement de capacités. Cette 14^{ème} édition mettra l'accent sur les projets identifiés en Afrique dans les domaines de : l'efficacité énergétique des bâtiments, la production d'énergie en sites isolés/réseaux (solaires, éoliens, biomasses), et la production et potabilisation d'eau (station de pompage, pompage solaire, assainissement, ...).

Informations et inscription : www.eurafric.org

Dans le cadre du Forum Eurafric Lyon 2014, ADEA organise la semaine de la Transition énergétique en Afrique qui se poursuivra sur Pollutec Lyon 2014, Salon international de l'environnement et du développement durable, du 25 novembre au 5 décembre.

Informations et inscription : www.pollutec.com/Espace-afrique.htm

En savoir plus

ADEA :

Anne-Laure Carrier
Dir. Mktg & Événementiel
al.carrier@adeafrance.org
Tél. : +33 (0)4 72 73 42 76
www.eurafric.org
www.adeafrance.org

NOMINATIONS

Agence française de développement

Adeline Lescanne-Gautier (Medef International) et Christine Heurax (CIAN) : membre titulaire et membre suppléant au Conseil d'Administration.

Conseil national du développement et de la solidarité internationale

Au titre du collège de représentants des collectivités territoriales et réseaux régionaux multi-acteurs : Jean Paul Bachy, Didier Cazabonne, Michel Delebarre, Hubert Julien-Laferrrière, Roselyne Lefrançois, Véronique Moreira, Forough Salami, André Viola.

Au titre du collège de représentants des ONG ayant pour activité principale la solidarité internationale ou des organismes qui les fédèrent : Louise Avon, Alain Boinet, Carole Coupez, Aurélie Gal-Régniez, Geneviève Garrigos, Pierre Jacquemot, Jochen Krimphoff, Luc Lamprière, Antoine Peigney, Bernard Pinard, Stéphanie Rivoal, Khady Sakho Niang, Bernard Salamand, Florence Thune, Vaia Tuuhia, Jean Louis Vielajus.

Au titre du collège de représentants d'organisations syndicales des salariés : Fabienne Cru-Montblanc, Christophe Lefèvre, Frédérique Lellouche, Andrée Thomas.

Au titre du collège de représentants d'employeurs : Alain Bentejac, Michèle Duval, Gerard Renouard.

Au titre du collège de représentants des acteurs économiques intervenant dans le champ du développement et de la solidarité internationale : Judith Carmona, Nicolas Hazard, Bénédicte Menanteau, Jean-Luc Perron, Julie Stoll.

Au titre du collège de représentants d'organismes universitaires traitant des questions de développement : Patrick Caron, Jacques Comby, Marie-Christine Cormier-Salem, Charlotte Guénard.

MAE

Emmanuel Cohet : Ambassadeur en Zambie.

Joël Meyer : Ambassadeur en Mauritanie.

Laurence Tubiana : Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la conférence Paris Climat 2015.

Jean-Luc Delvert : Consul général à Pointe-Noire.

Joël Renou : Consul général à Douala.

Philippe Autié : Directeur général de France expertise internationale.

Muriel Pénicaud : Présidente de l'AFII et Directrice générale d'UbiFrance.

PUBLICATIONS

L'Afrique de Mitterrand à Hollande, JM Simon, Ed. Du Rocher, avril 2014.

L'Afrique et le défi du développement, SP Ekanza, Ed. L'Harmattan, avril 2014.

L'Afrique est-elle le fardeau de l'humanité ?, TD Mamadou, Ed. L'Harmattan, mai 2014.

Afrique : abandonner les solutions occidentales et repenser le développement autrement, M Gaye, Ed. Edilivre, mai 2014.

Chine-Algérie : une relation singulière en Afrique, F Talahite et T Pairault, Ed. Riveneuve, mai 2014.

L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, A Bourgain, J Brot et H Gérardin, Ed. Khartala, juin 2014.

L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents, S Santander, Ed. Khartala, juin 2014.

Organisation de l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, B Mercadal, Ed. Francis Lefebvre, septembre 2014.



GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN:

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

AGENDA

ADEPTA

NIGERIA – Mission de prospection :
27 au 30 octobre

Contact : clement.devade@adepta.com

CONVERGENCES

PARIS – 7^e Forum mondial « Objectif 2030 :
co-construire le monde de demain » :
8 au 10 septembre

Contact : www.convergences2015.org

INSTITUT ASPEN

PARIS – 11^e Sommet international Aspen
Europe-Afrique « Nouvelles connexions,
nouveaux partenariats » : 4 au 6 décembre

Infos : www.aspenfrance.org

MEDEF

JOUY-EN-JOSAS – Université d'été 2014
« Une France qui gagne dans un monde qui
bouge » : 27 au 28 août

Infos : www.medef.fr

PARIS EUROPLACE

PARIS – Financial forum « Europe 2020 :
a driver to global growth » : 8 au 9 juillet

Contact : paris@paris-europlace.com

UBIFRANCE

PARIS – Petit déjeuner Ethiopie : 25 septembre

CONGO/RDC – Mission d'entreprises du
BTP : octobre

COTE D'IVOIRE – Rencontres équipements
et fournitures élevage : 7 au 9 octobre

ANGOLA – Rencontres acheteurs secteur
pétrolier : 7 au 9 octobre

PARIS – Financements européens 11^e FED :
13 au 17 octobre

MALI – Rencontres bailleurs de fonds
internationaux et partenaires privés :
14 au 16 octobre

COTE D'IVOIRE – Rencontres acheteurs et
sous-traitants : 27 au 29 octobre

AFRIQUE DE L'EST – Salon Africom 2014 :
11 au 13 novembre

PARIS – Réunion Nigeria/Angola : 20 novembre

KENYA – Vendre à la grande distribution :
20 au 28 novembre

ALGERIE – Salon MED-IT 2014 : 22 au
24 septembre

MAROC – Rencontres leaders de la distribution :
30 septembre au 2 octobre

LIBYE – Rencontres acheteurs électricité :
octobre 2014

PARIS – Financements et marchés publics au
Maghreb : 9 octobre

ALGERIE – Rencontres industrie alimentaire :
20 au 21 octobre

Infos : www.ubifrance.fr

**Retrouvez l'agenda et les informations de la
France à l'international sur :**

www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :

Anthony Bouthelier, Alix Camus,
Stephen Decam, Alain Flandrois,
Paul Ginies, Etienne Giros, Abou
Bakry Ly, Jacques Manlay, Laurent
Padoux, Patrick Sevaistre.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin

75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



**Retrouvez-nous
sur le Web :**

www.cian-afrique.org